

MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA CONSOMMATION

A D

16 P

Correspondance

16 Octobre 1989

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA CONSOMMATION

Kigali, le 16 octobre 1989

OPROVIA
Siège Social à Kigali
B.P. 953
KIGALI.-

N° 2036/18-30/14.04/DIR/89

Attestation

A traiter par
Date entrée : 20-10-89
N° Classement 21679/18.30

✓
Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise et
Président-Fondateur du M.R.N.D.
KIGALI.-

Objet: Transmission du rapport
de mission en République
Fédérale d'Allemagne.

Excellence Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de transmettre à
Votre Excellence, le rapport de mission de la délégation que j'ai
conduite en République Fédérale d'Allemagne du 29 septembre au 08
octobre 1989.

La délégation comprenait en outre:

Dr NYABYENDA Pierre, Chef de Département Productions Végétales à
l'ISAR;
Monsieur NDAMAGE Georges, Chef du Programme "Plantes à Racines et
Tubercules" à l'ISAR;

La mission avait pour objet la
participation au Symposium International organisé par la Fondation
Allemande pour le Développement International sur le thème "Racines,
tubercules et légumineuses: Potentiels et limites de l'élimination des
déficits nutritionnels et pénuries en Afrique".

Brièvement, les objectifs généraux de la réunion étaient de:

- a. Montrer la dynamique et l'interaction des facteurs ci-après:
 - la production alimentaire;
 - le revenu rural;
 - l'aide alimentaire;
 - les exportations et importations;
 - les structures de consommation;
 - la politique économique et la dette extérieure.
- b. Discuter les potentiels et limites d'une production et d'une consommation accrues des racines, tubercules et légumineuses.
- c. Suggérer les moyens de mieux utiliser les racines, tubercules et légumineuses afin de:
 - combler le déficit alimentaire;
 - améliorer le niveau alimentaire des populations notamment les groupes souffrant de la malnutrition;
 - élever le revenu rural;
 - contribuer à un plus haut degré d'autosuffisance alimentaire.

La délégation rwandaise avait été invitée pour faire part aux représentants des autres pays des résultats acquis dans:

- a. Le Programme d'amélioration du haricot dans la région des Grands Lacs.
- b. Le Programme d'amélioration de la patate douce au Rwanda.
- c. L'Expérience de l'OPROVIA en matière de la défense du revenu des agriculteurs, de stockage, de transformation et de commercialisation des produits vivriers.

Les éléments essentiels que fait ressortir ce rapport sont les suivants:

1. D'une manière générale, il est heureux de constater qu'une bonne partie des recommandations émises par le symposium est déjà en application au Rwanda.

Pour certaines recommandations, les orientations ont été déjà données par le Chef de l'Etat ou par les Départements Ministériels. Il convient de mentionner les recommandations suivantes:

- politique favorable au producteur notamment au moyen d'un prix rémunérateur;
- politique de limitation des aides alimentaires;
- politique de soutien aux organisations paysannes etc...

2. Le point sur "la politique des prix" a soulevé beaucoup de controverses. Les participants n'ont pas pu trancher entre les partisans de la déréglementation et ceux de la fixation des prix par voie administrative ou de conventions entre les principaux concernés. Chaque pays est un cas particulier, il faut le traiter comme tel et prendre des mesures appropriées au lieu de vouloir généraliser. Les participants sont tombés d'accord sur le fait que beaucoup de pays exportateurs (en majorité du Nord) subventionnent les prix à l'exportation rendant ainsi leurs produits très concurrentiels par rapport aux produits alimentaires des pays africains et pervertissant ainsi les modes de consommation des populations urbaines d'Afrique. Cet élément doit être tenu en compte dans la formulation d'une politique nationale d'importation.

3. La politique de l'aide alimentaire a été aussi très discutée. Beaucoup de gens ont souligné que la "limitation des aides alimentaires" comportait un risque de renchérissement des prix de certains produits au dépend de la population. Cependant, on est tombé d'accord qu'il faut une volonté politique ferme pour éviter que des préoccupations du court terme n'empêchent de prendre des options structurelles salutaires à long terme. Dans l'esprit du séminaire, la politique actuellement suivie par le Rwanda en matière d'aide alimentaire est donc à encourager.

4. Le symposium a recommandé que les Ministères de l'Agriculture des pays Africains se dotent d'une "Unité Analyse des Politiques" destinée à réfléchir sur les répercussions des décisions prises à l'échelle macro-économique devrait retenir l'attention du Gouvernement Rwandais. A notre avis, il n'est pas nécessaire que cette unité d'analyse soit logée au Ministère ayant l'agriculture dans ses attributions, elle pourrait tout aussi bien se trouver au Ministère chargé du Plan ou ailleurs. L'essentiel est qu'elle existe et qu'elle fournisse chaque fois que de besoin les informations sûres sur les répercussions des diverses politiques et décisions (prix, change, importations, aide alimentaire, ajustement structurel...) sur le développement agricole et la vie des populations rurales.

5. Concernant la recherche et la vulgarisation, les participants au séminaire ont beaucoup apprécié les activités menées dans le cadre du Programme d'Amélioration de la patate douce au Rwanda et le Programme d'Amélioration du haricot dans les pays des Grands Lacs. Le fait que les interventions extérieures viennent appuyer un Programme National existant a été souligné comme un facteur clé du succès de ces programmes. De même que les échanges de matériel, d'informations et de compétences entre les programmes nationaux et entre ceux-ci et les instituts internationaux de recherche.

Cependant si l'on veut que les résultats de ces recherches soient transférés rapidement aux agriculteurs, des améliorations devraient être apportées sur les points suivants:

- La méthode de recherche participative associant davantage les vulgarisateurs et les agriculteurs au processus de recherche (dès la phase de la conception) devrait être la règle pour tous les programmes de l'ISAR.
- Les activités de Recherche-Développement initiées par le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et des Forêts devraient être étendues à tous les projets agricoles afin de combler la distance entre la recherche et la vulgarisation. Pour cela il faut mettre sur pied des mécanismes obligeant les projets de développement et l'ISAR à travailler de façon intégrée.

6. Il est urgent que les programmes actuels de l'ISAR presque uniquement centrés sur la production soient complétés par des programmes visant la transformation des produits (manioc, patates douces, haricot, soja...) et la diversification des recettes culinaires. Dans cette dernière activité, les femmes devraient jouer un rôle de premier plan. Le manque de produits transformés facile à préparer est l'une des raisons qui poussent les citadins à vouloir consommer des produits importés au grand détriment de notre balance commerciale et des agriculteurs qui sont ainsi privés de marché et ne sont pas incités à produire plus.

La division technologie de l'ISAR en veilleuse actuellement devrait être redynamisée de même que le Projet GRENARWA II-RECHERCHES de l'OPROVIA devrait intensifier ses recherches sur le système post-récolte au Rwanda.

7. Les recherches sur la transformation artisanale et industrielles devraient être menées en concertation avec l'Etat et les Promoteurs privés pour que la faisabilité des technologies proposées par la recherche soit garantie.
8. Une dernière idée force à retenir de ce séminaire est la nécessité de trouver les voies et moyens de mettre sur pied un système de crédit pour les agriculteurs et les petits promoteurs privés intéressés à la transformation des produits agricoles. Comme la situation de chaque pays est toujours particulière, aucune recette à vulgariser n'est disponible. Ce qui est pratiquement sûr c'est que le renforcement des organisations paysannes et une volonté politique ferme sont des conditions de succès.

9. En marge de la réunion, le Chef de la délégation Dr BUTARE Innocent a pris contact avec Dr Robert H. BOOTH, Coordinateur du Programme "Prévention des Pertes d'Aliments" à la F.A.O pour l'intéresser à une requête venant de l'OPROVIA et qui a été présentée à la F.A.O. par le Gouvernement Rwandais pour financement. Cette requête concerne la mise à la disposition de l'OPROVIA des moyens de procéder à l'Analyse des mycotoxines produites par les champignons au cours du stockage des aliments et qui peuvent être un danger pour la santé humaine.
Dr BOOTH a promis d'intercéder pour que cette requête aboutisse.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur
le Président de la République, l'hommage de mon plus profond respect.

Le Directeur de l'OPROVIA
Dr BUTARE Innocent

Copie pour information:

- Monsieur le Ministre du Commerce
et de la Consommation
KIGALI.-
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture,
de l'Elevage et des Forêts
KIGALI.-
- Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de l'OPROVIA
KIGALI.-
- Monsieur le Directeur de l'ISAR
RUBONA
BUTARE.-



R A P P O R T D E M I S S I O N
E N
R E P U B L I Q U E F E D E R A L E D ' A L L E M A G N E

29 Septembre - 08 octobre 1989

Par

Dr BUTARE Innocent, Directeur de l'OPROVIA

Dr NYABYENDA Pierre, Chef du Département Productions Végétales à l'ISAR

Mr NDAMAGE Georges, Responsable du Programme Racines et Tubercules à l'ISAR.

Octobre 1989.

I. Introduction

Répondant à l'invitation de la Fondation Allemande pour le Développement International, une délégation rwandaise composée de Docteur BUTARE Innocent, Directeur de l'OPROVIA, du Docteur NYABYENDA Pierre, Chef du Département Productions Végétales à l'ISAR et de Monsieur NDAMAGE Georges, Responsable du Programme Racines et Tubercules à l'ISAR, a séjourné en République Fédérale d'Allemagne (Feldafing, Munich) du 29 septembre au 08 octobre 1989 et a participé au symposium international sur le thème "Racines, tubercules et légumineuses; Potentiels et limites de l'élimination des déficits nutritionnels et pénuries alimentaires en Afrique".

Ce symposium réunissait une soixantaine de participants dont des décideurs politiques, des entrepreneurs, des producteurs et des utilisateurs en provenance de l'Afrique, de l'Europe et de certains centres internationaux de recherche, des représentants des O.N.G. d'Afrique et d'Europe ainsi que des représentants des bailleurs des fonds et des agences bilatéraux multilatéraux.

II. Objectifs du Symposium

Les objectifs généraux de la réunion étaient de:

- Montrer le dynamique et l'interaction des facteurs ci-après:
 - .la production alimentaire;
 - .le revenu rural;
 - .l'aide alimentaire;
 - .les exportations et importations;
 - .les structures de consommation;
 - .la politique économique et la dette extérieure.
- Discuter des potentiels et limites d'une production et d'une consommation accrues des racines, tubercules et légumineuses en Afrique.
- Suggérer les moyens de mieux utiliser les racines, tubercules et légumineuses en Afrique afin de:
 - .combler le déficit alimentaire;
 - .améliorer le niveau alimentaire des populations notamment les groupes souffrant de la malnutrition;
 - .élever le revenu rural;
 - .contribuer à un plus haut degré d'autosuffisance alimentaire.

III. Qu'attendait la Fondation Allemande pour le Développement International de la Délégation Rwandaise ?

La délégation rwandaise avait été invitée pour faire part aux représentants des autres pays des résultats acquis dans:

1. Le Programme d'amélioration haricot dans la région des Grands Lacs.
2. Le Programme d'amélioration de la patate douce au Rwanda.
3. L'Expérience de l'OPROVIA en matière de la défense du revenu des agriculteurs, du stockage, de la transformation et de la commercialisation des produits vivriers.

IV. Déroulement des travaux

Après la traditionnelle cérémonie d'ouverture, les travaux ont débuté par une séance plénière consacrée à deux exposés généraux sur les aspects macroéconomiques et microéconomiques.

L'exposé sur les aspects macroéconomiques a porté sur:

- La place de l'agriculture dans la stratégie du développement;
- Les potentialités de développement des cultures à racines et tubercules en Afrique;
- L'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique;
- L'amélioration du revenu des agriculteurs et les politiques d'ajustement structurel;
- La substitution des céréales importées par les racines et tubercules;
- Les prix des produits importés par rapport aux prix des produits locaux;
- L'aide alimentaire.

L'exposé sur les aspects microéconomiques a traité de:

- Motivations de l'agriculteur africain et de la femme africaine;
- Les contraintes socio-économiques pouvant s'opposer au développement de la production des racines, tubercules et légumineuses au niveau de la ferme;
- La place de la femme africaine dans la production, le stockage, la transformation et la commercialisation des cultures à racines, tubercules et légumineuses;
- Les possibilités d'intervention des donateurs dans la mise au point et l'adoption des technologies adaptées aux besoins du petit fermier;
- La formation des femmes et des hommes pour une meilleure utilisation alimentaire des racines, tubercules et légumineuses dans l'alimentation.

Après ces exposés généraux, des études de cas ci-après ont été présentés et discutés dans des groupes de travail.

Manioc

- Le Programme de promotion du manioc au Ghana: Expériences et problèmes.
- La transformation du manioc par le Complexe Agro-Industriel d'Etat de MATSOUMBA au Congo.

Igname

- Etude critique sur la technique de bouturage et son adoption par les paysans au NIGERIA;
- L'industrie de transformation industrielle de l'Igname au NIGERIA: L'exemple de la production du "POUNDO Yam".

Patates douces

- Le transfert des technologies de développement de la patate douce dans les pays de l'Est du Centre de l'Afrique;
- Le programme de promotion de la patate douce au Rwanda.

Haricot et Niébé

- Amélioration et Développement du haricot dans la région des Grands Lacs;
- Le programme de développement du Niébé au SAHEL.

Soja

- L'introduction du soja, sa production et son utilisation à IKOYI-OGBOMOSO dans l'Etat d'Oyo, NIGERIA;
- La politique et le programme de production et d'utilisation du soja au ZIMBABWE.

Après la discussion des études de cas, 5 commissions ont été constituées pour réfléchir et faire des recommandations sur les thèmes suivants:

1. Politiques nationales.
2. Crédit, commercialisation et transformation.
3. Systèmes de production.
4. Sécurité alimentaire des ménages ruraux.
5. Liens entre la recherche et la vulgarisation.

V. Recommandations du Symposium

5.1. En matière des politiques nationales le symposium a recommandé que:

- a. Les Ministères de l'Agriculture des pays Africains accroissent leur capacité d'analyse des répercussions des décisions prises à l'échelle macroéconomique notamment des politiques d'ajustements structurels sur le secteur agricole et les populations rurales.
Pour cela, il faut créer ou renforcer une unité "Analyse des politiques" au sein du Ministère de l'Agriculture et d'agir en concertation avec d'autres départements ministériels: Plan, Finances, Commerce...et institutions financières comme la Banque Centrale.
- b. Des politiques favorables aux producteurs soient mises en place pour accroître la production et ainsi rééquilibrer la demande et l'offre des produits vivriers.

- c. L'aide alimentaire soit limitée à des cas d'urgence ou de désastre. Pour cela il faut entreprendre dès aujourd'hui un dialogue politique entre les pays et organisations donateurs d'une part et les pays receveurs de l'autre part pour que l'aide serve réellement son vrai but: aider les populations à se suffire en nourriture.
- d. Une politique claire et volontariste visant à renforcer le rôle des racines, tubercules et légumineuses dans l'alimentation des Africains soit mise au pied. Pour cela il est demandé de suivre régulièrement les variations de l'offre et de la demande, de renforcer la recherche, la vulgarisation et d'aider les producteurs (agriculteurs et transformateurs artisanaux ou industriels). Pour cela, une meilleure coordination des activités des donateurs, des organisations internationales et des programmes nationaux est nécessaire.
- e. Des facilités d'accès au crédit pour des petits agriculteurs et de petits entrepreneurs soient mises sur pied. Etant donné les réticences des banques commerciales classiques, il faut chercher d'autres systèmes financiers adaptés et encourager les systèmes informels tentés par les paysans eux-mêmes.
- f. Les organisations des producteurs de racines, tubercules et des légumineuses prennent part à la transformation et la commercialisation des produits. Si ces organisations n'existent pas encore, il faut encourager leur création.

5.2. En matière de Crédit, Commercialisation et Transformation le symposium a recommandé que:

- a. Les marchés des tubercules, des racines et des légumineuses soient diversifiés par la mise au point des produits transformés, faciles à préparer et capables de soutenir la compétition des produits importés.
- b. Le gari et d'autres produits similaires soient promus comme aliment de base peu cher pour les ménages urbains et soient disponibles sur les marchés.
- c. Un système de crédit adapté à la situation socio-économique du petit entrepreneur soit mis en place pour encourager la transformation des produits.
La faisabilité de ce système de crédit doit d'abord être testé dans un projet pilote destiné à tester la viabilité commerciale du circuit production- transformation - commercialisation.
- d. Un programme de transformation et de commercialisation visant l'augmentation des revenus des producteurs et l'allègement du temps de travail et des efforts de la ménagère dans la recherche et la préparation des aliments soit initié.

- e. Des liens appropriés entre la production de la matière première, la recherche, le développement des technologies et la consommation soient établis dans tout processus visant la transformation et la commercialisation des produits.
- f. Le choix de la taille des unités de transformation et de leur degré de spécialisation soit fait en privilégiant autant que possible les petites et moyennes entreprises facilement maîtrisables au point de vue technique et financier et qui peuvent s'adapter plus facilement aux changements de l'environnement technique et économique.
- g. La viabilité commerciale du circuit: production, transformation, commercialisation soit toujours testée à l'échelle pilote avant de songer à des grands projets régionaux ou nationaux.

5.3. Concernant les systèmes de production le symposium a recommandé que:

- a. Les systèmes de production existant soient étudiés en essayant de comprendre les méthodes utilisées par les agriculteurs, les contraintes et les besoins en innovations. Pour cela il faut adopter la méthode de recherche participative qui exige des interactions permanentes entre les instituts de recherche nationaux, les services de vulgarisation, les activités des ONG et les agriculteurs.
- b. Les tubercules, racines et les légumineuses soient intégrés dans les systèmes de production des régions semi-arides partout où cela donnerait des avantages aux agriculteurs. Pour ces zones, il faudra déployer beaucoup d'efforts dans la formation des chercheurs travaillant sur les plantes à racines et tubercules et sur les légumineuses et dans la mise sur pied d'un système de vulgarisation efficace.
- c. L'intégration des légumineuses soit renforcée là où les racines et tubercules sont prédominants pour améliorer la qualité de l'alimentation.
- d. Les gouvernements, les instituts de recherches et les entrepreneurs fassent tout leur possible pour substituer autant que possible l'importation des aliments pour bétail par des produits locaux comme le soja et les déchets de manioc, d'igname ou de patate douce.
- e. Les services de vulgarisation et les nutritionnistes encouragent les petits agriculteurs à pratiquer l'élevage pour la production du fumier, l'amélioration de la ration, l'utilisation des résidus et éventuellement la traction animale.

- f. La qualité des semences et le matériel de plantation utilisés par les petits agriculteurs soit améliorée par des mesures de contrôle à la ferme si possible. La distribution des semences devra être assurée par les services publics, les entreprises privées, les associations etc... Des programmes adaptés de formation des agriculteurs devraient être mis en place par les Instituts Nationaux de Recherche, les services de vulgarisation, les ONG, les entreprises privées avec l'aide si nécessaire des organismes de recherche internationaux.
- g. Les liens opérationnels entre la production, la recherche et le développement des technologies soient établis. Pour cela il faut que les gouvernements (avec l'aide des donateurs si nécessaire) renforce le système de vulgarisation pour en faire un interlocuteur valable et de la recherche et des agriculteurs. Il faut aussi que les gouvernements établissent des liens institutionnels pour emmener les chercheurs et les vulgarisateurs à collaborer étroitement et faire de sorte que les activités des intervenants (chercheurs, vulgarisateurs, producteurs, entreprises privées) soient coordonnées en un tout cohérent.

5.4. Concernant les liens entre la recherche et la vulgarisation le symposium a recommandé que:

- a. Une cellule de Recherche-Développement dont les activités seraient menées avec les projets agricoles et les groupements des utilisateurs soit créée. Il serait bon aussi que les Gouvernements et les Institutions Nationales de Recherche prennent de mesures appropriées pouvant inciter les chercheurs à valoriser les résultats de leurs recherches.
- b. Les priorités de recherche soient établies par une équipe multidisciplinaire et multiprofessionnelle, comprenant si possible les représentants des agriculteurs. Un feed back permanent entre le milieu réel et la station de recherche doit être installé.
- c. Les programmes de formation des ingénieurs et techniciens de tous ordres soient revus de manière à les rapprocher du milieu réel et qu'un système de formation permanente des vulgarisateurs soit mis en place.
- d. Un cadre institutionnel adéquat (Ministère, Conseil National, Conventions entre les intervenants, commission ad hoc) chargé de coordonner et d'harmoniser les méthodes et les activités de la recherche et des services de vulgarisation soit mis en place ou soit renforcé s'il existe déjà.
- e. Un système de suivi et évaluation du transfert des résultats de la recherche vers les agriculteurs et les entrepreneurs soit mis en place.

5.5. En matière de sécurité alimentaire des ménages ruraux le symposium a recommandé que:

- a. Une enquête socio-économique sur les potentialités de la culture du manioc dans les régions semi-arides de l'Afrique soit effectuée.
- b. La sélection des variétés de manioc adaptées aux régions semi-arides de l'Afrique soit renforcé.
- c. Le programme d'amélioration du niébé dans les régions semi-arides soit renforcé notamment dans ses volets: formation et vulgarisation.
- d. Les variétés de patate douce à haute teneur en vitamine A soient introduites et diffusées.
- e. Les procédés de fabrication du gari soient développés notamment par la mise au point des équipements adaptés aux besoins des ménages.
- f. Les technologies moins éprouvantes physiquement pour les femmes et exigeant moins de temps soient développées.
- g. La sélection du manioc soit davantage orientée vers les variétés de manioc doux pour qu'elles remplacent progressivement les variétés de manioc amer.
- h. Les recettes culinaires à base de manioc, igname, patates douces et légumineuses soient diversifiées afin de soutenir une comparaison avec les plats préparés avec les produits importés.
- i. L'éducation nutritionnelle des femmes soit promue.
- j. Les méthodes de stockage soient vulgarisées et que des petits centres de transformation soient installés dans des pôles de développement situés en milieu rural.

VI. Quoi retenir pour le Rwanda ?

D'une manière générale, il est heureux de constater qu'une bonne partie des recommandations émises par le symposium est déjà en application au Rwanda.

Pour certaines recommandations, les orientations ont été déjà données par le Chef de l'Etat ou par les Départements Ministériels. Il convient de mentionner les recommandations suivantes:

- politique favorable au producteur notamment au moyen d'un prix rémunérateur;
- politique de limitation des aides alimentaires;
- politique de soutien aux organisations paysannes etc...

Le point sur "la politique des prix" a soulevé beaucoup de controverses. Les participants n'ont pas pu trancher entre les partisans de la déréglementation et ceux de la fixation des prix par voie administrative ou de conventions entre les principaux concernés.

Chaque pays est un cas particulier, il faut le traiter comme tel et prendre des mesures appropriées au lieu de vouloir généraliser. Les participants sont tombés d'accord sur le fait que beaucoup de pays exportateurs (en majorité du Nord) subventionnent les prix à l'exportation rendant ainsi leurs produits très concurrentiels par rapport aux produits alimentaires des pays africains et pervertissant ainsi les modes de consommation des populations urbaines d'Afrique. Cet élément doit être tenu en compte dans la formulation d'une politique nationale d'importation.

La politique de l'aide alimentaire a été aussi très discutée. Beaucoup de gens ont souligné que la "limitation des aides alimentaires" comportait un risque de renchérissement des prix de certains produits au dépend de la population. Cependant, on est tombé d'accord qu'il faut une volonté politique ferme pour éviter que des préoccupations du court terme n'empêchent de prendre des options structurelles salutaires à long terme. Dans l'esprit du séminaire, la politique actuellement suivie par le Rwanda en matière d'aide alimentaire est donc à encourager.

La recommandation de doter le Ministère de l'Agriculture d'une "Unité Analyse de Politiques" destinée à réfléchir sur les répercussions des décisions prises à l'échelle macro-économique devrait retenir l'attention du Gouvernement Rwandais.

A notre avis, il n'est pas nécessaire que cette unité d'analyse soit logée au Ministère ayant l'agriculture dans ses attributions, elle pourrait tout aussi bien se trouver au Ministère chargé du Plan ou ailleurs. L'essentiel est qu'elle existe et qu'elle fournisse chaque fois que de besoin les informations sûres sur les répercussions des diverses politiques et décisions (prix, change, importations, aide alimentaire, ajustement structurel...) sur le développement agricole et la vie des populations rurales.

Concernant la recherche et la vulgarisation, les participants au séminaire ont beaucoup apprécié les activités menées dans le cadre du Programme d'Amélioration de la patate douce au Rwanda et le Programme d'Amélioration du haricot dans les pays des Grands Lacs. Le fait que les interventions extérieures viennent appuyer un Programme National existant a été souligné comme un facteur clé du succès de ces programmes. De même que les échanges de matériel, d'informations et de compétences entre les programmes nationaux et entre ceux-ci et les instituts internationaux de recherche.

Cependant si l'on veut que les résultats de ces recherches soient transférés rapidement aux agriculteurs, des améliorations devraient être apportées sur les points suivants:

- La méthode de recherche participative associant davantage les vulgarisateurs et les agriculteurs au processus de recherche (dès la phase de la conception) devrait être la règle pour tous les programmes de l'ISAR.

- Les activités de Recherche-Développement initiées par le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et des Forêts devraient être étendues à tous les projets agricoles afin de combler la distance entre la recherche et la vulgarisation. Pour cela il faut mettre sur pied des mécanismes obligeant les projets de développement et l'ISAR à travailler de façon intégrée.
- Il est urgent que les programmes actuels de l'ISAR presque uniquement centrés sur la production soient complétés par des programmes visant la transformation des produits (manioc, patates douces, haricot, soja...) et la diversification des recettes culinaires. Dans cette dernière activité, les femmes devraient jouer un rôle de premier plan. Le manque de produits transformés facile à préparer est l'une des raisons qui poussent les citadins à vouloir consommer des produits importés au grand détriment de notre balance commerciale et des agriculteurs qui sont ainsi privés de marché et ne sont pas incités à produire plus.

La division technologie de l'ISAR en veilleuse actuellement devrait être redynamisée de même que le Projet GREMARWA II-RECHERCHES de l'OPROVIA devrait intensifier ses recherches sur le système post-récolte au Rwanda.

- Les recherches sur la transformation artisanale et industrielles devraient être menées en concertation avec l'Etat et les Promoteurs privés pour que la faisabilité des technologies proposées par la recherche soit garantie.

Une dernière idée force à retenir de ce séminaire est la nécessité de trouver les voies et moyens de mettre sur pied un système de crédit pour les agriculteurs et les petits promoteurs privés intéressés à la transformation des produits agricoles. Comme la situation de chaque pays est toujours particulière, aucune recette à vulgariser n'est disponible. Ce qui est pratiquement sûr c'est que le renforcement des organisations paysannes et une volonté politique ferme sont des conditions de succès.

En marge de la réunion, le Chef de la délégation Dr BUTARE Innocent a pris contact avec Dr Robert H. BOOTH, Coordinateur du Programme "Prévention des Pertes d'Aliments" à la F.A.O pour l'intéresser à une requête venant de l'OPROVIA et qui a été présentée à la F.A.O. par le Gouvernement Rwandais pour financement. Cette requête concerne la mise à la disposition de l'OPROVIA des moyens de procéder à l'Analyse des mycotoxines produites par les champignons au cours du stockage des aliments et qui peuvent être un danger pour la santé humaine.

Kigali, le 16 octobre 1989